

## **Repenser la participation politique? Conceptions et mesure de la participation à l'ère de la démocratie en ligne**

Frédéric Bastien<sup>1</sup>

Professeur adjoint, Département de science politique, Université de Montréal  
Chercheur, Groupe de recherche en communication politique

Intervention pour la table ronde « Activisme et mobilisation »  
du colloque international *Regards critiques sur la participation politique en ligne* du réseau DEL,  
Paris, 19-20 juin 2013

Le vote aux élections est probablement la forme de participation politique la plus couramment admise, celle pour laquelle les chercheurs ont investi le plus d'efforts pour en comprendre les ressorts. D'autres modalités – plus ou moins périphériques à la participation électorale, plus ou moins liées à la vie partisane, plus ou moins contraignantes au plan des occasions, plus ou moins exigeantes en termes de ressources et de motivation – ont aussi été étudiées. En fait, le répertoire des modalités de la participation politique dépasse largement le terrain du jeu électoral et l'Internet lui a insufflé une nouvelle expansion.

Cette diversification amène un questionnement sur ce qu'est la participation politique, sur la compréhension des facteurs qui font en sorte que les citoyens s'engagent ou non, et sur la qualité de sa mesure. Nous débutons cet essai par une brève présentation des conceptions les plus courantes de la participation politique en ligne et en proposons une définition du point de vue de l'étude des comportements politiques et de la représentation, définition qui insiste sur sa nature active et qui met en relief la tentative des citoyens d'influencer les acteurs politiques afin que ceux-ci répondent mieux à leurs vœux. Sur cette base, nous examinons ensuite les facteurs susceptibles d'expliquer la participation politique en ligne et les études empiriques qui les comparent aux déterminants de la participation hors ligne. Il nous semble que les théories existantes sur la participation politique s'appliquent adéquatément aux nouvelles modalités de l'engagement politique et que les chercheurs ne les ont pas encore pleinement mobilisées pour expliquer le mieux possible les mécanismes de causalité à l'œuvre. Enfin, nous

---

<sup>1</sup> L'auteur tient à remercier David Dumouchel pour son aide dans la recherche documentaire ayant alimenté cet essai.

remettons en question la qualité de la mesure de certaines formes de participation politique en ligne, le questionnaire par sondage tel qu'il est utilisé par la plupart des chercheurs n'étant pas tout à fait adapté aux nouvelles modalités de l'engagement dont l'intensité est plus faible que les formes traditionnelles et plus sujettes aux erreurs de déclaration des répondants.

## 1. Qu'est-ce que la participation politique en ligne?

À l'instar de la démocratie, il existe plusieurs conceptions de la participation politique découlant de modèles normatifs distincts. Teoell (2006), par exemple, différencie les conceptions représentative<sup>2</sup>, participative et délibérative de la démocratie et de la participation politique. Dans la première perspective, la participation politique constitue une tentative d'influencer les gouvernants afin qu'ils agissent conformément aux vœux des gouvernés en veillant à une protection égale des intérêts en jeu. Comme nous le verrons plus loin, il existe plusieurs modalités de participation politique en ligne qui s'inscrivent dans cette approche, comme l'adhésion par Internet à un parti politique ou l'envoi d'un courrier électronique à un élu pour lui faire part d'une préférence sur un enjeu. Nous inscrivons cet essai dans la conception représentative de la démocratie et de la participation politique, qui nous semble dominante dans les études en communication et en sociologie politiques. Par ailleurs, les conceptions participative<sup>3</sup> et délibérative<sup>4</sup> seront abordées par d'autres participants aux tables rondes de ce colloque.

De façon plus spécifique, nous considérons la participation politique comme une action posée par des citoyens en vue d'influencer les gouvernants, notamment en

---

<sup>2</sup> Pour être exact, Teoell (2006) parle plutôt du modèle « *responsive* » que nous adaptons, en français, par le mot « représentatif ». Il nous semble que ce qualificatif rend justice au propos de Teoell. Nous avons évité le qualificatif « libéral » car Teoell considère qu'il s'agit là d'une conception qui restreint la participation politique au vote.

<sup>3</sup> La conception participative, développée notamment par Barber (1997), veut que des occasions soient offertes aux citoyens de prendre eux-mêmes des décisions politiques, souvent au niveau local, sans nécessairement nier la pertinence des institutions représentatives. L'emploi – souvent évoqué mais encore peu appliqué – d'Internet pour mettre en œuvre des processus référendaires, s'inscrit dans cette approche.

<sup>4</sup> La conception délibérative, quant à elle, se distingue des deux premières en insistant sur le processus de formation des préférences politiques : c'est par l'échange de points de vue que les opinions individuelles sont formées et éventuellement altérées. Cette conception de la démocratie mise sur la discussion pour former – et surtout, diraient les tenants de la démocratie délibérative comme Fishkin (1991), informer – les opinions et pour prendre des décisions. Le développement de plateformes de discussion en ligne, en mode synchrone ou asynchrone, peut participer à cette manière de voir la démocratie.

manifestant leur soutien ou leur opposition à des idées, des partis ou des acteurs politiques. Dans l'*Encyclopedia of Political Communication*, la participation politique est définie comme un ensemble de « citizens' activities aimed at influencing political decisions » (van Deth 2008). Comme le précise cette entrée encyclopédique, cela implique l'occurrence d'une *activité*, par opposition à un comportement strictement passif comme l'exposition à un média d'information – que nous associerons plus loin à la communication plutôt qu'à la participation – et par contraste, aussi, avec des objets relevant du domaine des attitudes, comme l'intérêt pour la politique, plutôt que des comportements. Cette définition est similaire à celle de Verba et Nie qui écrivent que la participation politique « refers to those activities by private citizens that [...] aim at influencing the government, either by affecting the choice of government personnel or by affecting the choices made by government personnel » (1972 : 2, cité dans Teorell 2006, 788-789). Verba, Schlozman et Brady ont plutôt écrit qu'il s'agissait de toute « activity that is intended to or has the consequence of affecting, either directly or indirectly, government action » (1995 : 9) de telle sorte que les autorités politiques soient plus sensibles aux demandes des citoyens.

Le répertoire des modalités de la participation politique a été considérablement élargi à mesure que les habiletés civiques et les ressources des citoyens se sont développées, que les occasions de faire leur voix se sont accrues, et que l'intervention de l'État s'est répandue, politisant des enjeux qui ne relevaient autrefois que de la sphère privée et, du coup, invitant les citoyens à influencer les décisions politiques (pensons, par exemple, au droit des femmes à l'avortement et du droit des couples de même sexe au mariage). Jusqu'au début des années 1960, la participation politique était essentiellement restreinte au vote et à l'implication militante dans les campagnes électorales des partis et des candidats. Entre les élections, c'est principalement par des contacts individuels entre des citoyens et des élus que les préoccupations du public étaient relayées vers les autorités. L'agitation sociale observée dans plusieurs pays au cours des années 1960 et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux ont donné lieu à un élargissement du répertoire, avec l'occurrence plus fréquente et structurée des manifestations, des pétitions, etc. Au cours des années 1990, l'effacement des frontières entre les sphères publique et privée a donné lieu à de nouvelles formes de participation, comme le consumérisme

politique. Les formes de participation politique créées avec Internet prolongent cette tendance datant d'un peu plus d'une cinquantaine d'années (van Deth 2008).

Hoffman (2012) invite à distinguer deux types de comportements politiques en ligne : la participation et la communication. En s'inspirant de la définition de la participation politique d'auteurs comme Verba et ses collègues, Hoffman précise que la participation politique en ligne implique l'occurrence d'une activité chargée au plan informationnel (une information doit être transmise aux décideurs politiques sur ce que son auteur réclame, ou qui témoigne d'un soutien politique). Il la définit comme « an information-rich activity that utilizes new media technology and is intended to affect, either directly or indirectly, policy-makers, candidates, or public officials » (2012 : 220).

Pour Hoffman (2012), effectuer une contribution financière, adhérer à un parti et offrir ses services de bénévole au cours d'une campagne, par le biais d'Internet, constituent des modalités de la participation politique en ligne. Il en va de même de personnaliser une page web ou une autre interface de façon à y véhiculer des informations politiques, démarrer ou joindre un groupe politique, manifester son appui à un candidat en indiquant qu'on l' « aime » ou que nous sommes son « ami » dans un réseau social numérique. En revanche, selon la définition de Hoffman, nous estimons que « suivre » un candidat sur Twitter ne saurait être considéré comme un élément de participation politique car ce réseau social numérique est largement un outil de diffusion auquel les gens souscrivent pour obtenir de l'information<sup>5</sup>. Ce n'est pas parce qu'un individu s'abonne au compte Twitter d'un candidat qu'il l'appuie pour autant<sup>6</sup>.

La frontière entre les comportements qui relèvent de la participation et ceux qui n'en sont pas peut être mince, tellement le sens de certains comportements en ligne est sujet à interprétation. Par exemple, l'adhésion à un groupe politique sur Facebook, que nous pourrions considérer comme une activité de participation politique car elle témoigne d'un soutien à une idée, un parti ou un candidat, est perçue comme étant peu sérieuse par certains militants, comme en témoignent des groupes de discussion menés par Gustafsson (2012). Bien que les militants qui ont l'habitude de prendre du temps et de se déplacer

---

<sup>5</sup> Nous empruntons cette idée que Twitter constitue largement un média de diffusion à Tamara Small qui souligne qu'une proportion importante d'utilisateurs ne tweetent jamais. (Référence à préciser.)

<sup>6</sup> D'ici à une éventuelle publication de cet essai, nous devrions avoir les données des sondages français et québécois d'*enpolitique.com* spécifiant la proportion de répondants qui étaient abonnés au fil Twitter de plusieurs candidats ou partis lors des récentes élections présidentielles françaises et législatives québécoises (en vue d'une communication à l'ECPR en septembre 2013).

pour prendre part à des réunions, à des discussions et à des activités sur le terrain jugent que de tels groupes sur Facebook constituent un prolongement intéressant de leur militantisme, ils estiment que la participation politique est triviale si elle se limite à un tel « clicktivism » (Gustafsson 2012 : 1119).

Hoffman (2012) remarque à juste titre que les comportements politiques en ligne ne sont pas tous de la participation politique. Les citoyens peuvent faire usage d'Internet pour communiquer des messages qui ne sont pas porteurs d'une charge informationnelle susceptible d'influencer ou de manifester un appui à des acteurs politiques, par exemple lorsqu'un individu contacte son député pour obtenir des renseignements sur un programme gouvernemental. Il en va de même de la *consommation* d'informations : lecture des journaux, consultation de blogues, visionnement de vidéos, etc. En outre, les moyens de communiquer en ligne revêtent plusieurs formes : ils peuvent être unidirectionnels comme c'est traditionnellement le cas avec les médias de masse (une dimension), bidirectionnels entre politiques et citoyens (2D), et multidirectionnels entre un grand nombre de citoyens (3D), et tout cela de façon synchrone (ex. : le clavardage [*chat*], les conversations via Skype, etc.) ou asynchrone (le courrier électronique, les forums de discussion, etc.). C'est ainsi que Hoffman définit la communication politique en ligne comme « a relational process using new media to communicate synchronously or asynchronously, across one, two or three dimensions » (2012 : 222).

Nous préférierions une définition pérenne qui nomme ou qualifie les technologies visées plutôt que de référer à des médias « nouveaux », de même que nous interrogerons, plus loin dans cet essai, la pertinence à long terme de cette distinction entre participation politique en ligne et hors ligne. Mais comme Hoffman, il nous semble pertinent de distinguer ainsi la participation de la « simple » communication, ce que certains travaux visant à expliquer la participation politique en ligne ne font pas (par exemple : Krueger 2002; Mossberger et Tolbert 2010). Dans une revue critique de quelques ouvrages parus à la fin des années 1970, Conge (1988) prévenait que des conceptions plus englobantes de la participation politique diluent le sens du concept. Nous croyons, en effet, que plus une définition est large, plus elle affaiblit les propositions théoriques visant à en expliquer les causes et les conséquences puisque le concept renvoie alors à des objets hétéroclites.

## **2. La participation politique en ligne s'explique-t-elle différemment de la participation politique hors ligne?**

Depuis près de quinze ans, la plupart des chercheurs qui s'intéressent aux retombées démocratiques d'Internet – du moins dans l'univers anglo-saxon où domine une conception représentative de la démocratie et de la participation politique – tendent à opposer deux hypothèses principales : la première, celle de la mobilisation, suggère qu'Internet favorise la participation politique, notamment en réduisant les inégalités observées depuis longtemps hors ligne; la deuxième, celle du renforcement, propose qu'Internet reproduit, voire accroît les inégalités politiques existantes dans le monde réel (Norris 2000 : 120-122; Norris 2001 : 217-219). La compréhension des mécanismes de causalité de la participation politique en ligne bénéficie d'une longue tradition de travaux sur les facteurs influençant les modalités conventionnelles de la participation.

Le modèle théorique de Verba, Schlozman et Brady (1995) est particulièrement fécond. Il explique la participation politique en mettant en relief trois facteurs explicatifs : les ressources, la motivation et le recrutement. Au chapitre des ressources, Verba et al. distinguent principalement le temps, l'argent et les habiletés civiques (la capacité de prendre la parole devant un auditoire, d'écrire une lettre, de planifier ou de présider une réunion, de prendre part à une décision, etc.). Chaque modalité de participation politique implique, à des degrés variables, la possession de certaines ressources : faire un don à un candidat ou à un parti requiert de l'argent, mais peu de temps; faire du bénévolat est économique mais chronophage, etc. Dans le cas de la participation politique en ligne, il convient d'étendre le modèle explicatif en ajoutant les habiletés technologiques : la capacité de naviguer sur le web, d'envoyer un courrier électronique, d'y attacher une pièce jointe, de créer ou de modifier un site web, un blogue ou un compte sur le site d'un réseau social, de produire et de mettre en ligne une vidéo, etc.

La motivation est le deuxième facteur explicatif du modèle : il est une chose d'avoir la capacité de participer, il en est une autre d'être suffisamment motivé pour passer à l'action, surtout lorsque certaines ressources à déployer exigent efforts et sacrifices. L'intérêt des gens pour la politique, leur degré d'identification partisane et le sens du devoir civique – c'est-à-dire le sentiment que participer à la vie politique constitue le devoir de tout bon citoyen – sont des sources de motivation.

Enfin, le modèle prévoit que les personnes qui disposent des ressources et de la motivation nécessaires sont plus susceptibles de s'engager lorsqu'elles sont sollicitées à travers des réseaux sociaux de recrutement (par des membres de la famille, des amis, des collègues de travail, etc.). Lorsqu'on demande aux gens de s'engager, la probabilité qu'ils le fassent est plus grande que si personne ne les sollicite. Les individus peuvent alors ressentir une pression pour participer, entrevoir une gratification psychologique, renforcer avec le demandeur un lien social susceptible de produire des bénéfices à long terme (un capital social), etc.

Ce modèle permet d'expliquer les inégalités qui caractérisent la participation politique. Les ressources, la motivation et les réseaux sociaux de recrutement ne sont pas répartis également dans la population. En matière de participation politique en ligne, l'hypothèse de la mobilisation prévoit que les formes d'engagement accessibles via Internet exigent moins de ressources en temps et en argent, qu'elles sont favorisées par l'insertion des citoyens dans des réseaux sociaux numériques par lesquels le recrutement peut s'opérer, et qu'elles avantagent les jeunes, traditionnellement moins enclins à participer à la vie politique mais dotés de meilleures habiletés technologiques que leurs aînés. L'hypothèse du renforcement, au contraire, insiste sur la persistance des inégalités dans le cyberspace. Qu'en est-il vraiment?

Au début des années 2000, alors que le « fossé numérique » entre les personnes branchées et non branchées à Internet était plus grand que de nos jours, les premiers travaux sur la participation politique en ligne, comme ceux de Norris (2000, 2001), laissaient entrevoir un effet de renforcement : les citoyens déjà actifs dans le monde réel seraient ceux qui profiteraient le plus des modalités de participation offertes par Internet. Il semble que l'accès accru à Internet et l'élargissement du répertoire des modalités de la participation politique en ligne aient modifié cette situation. Les recherches empiriques plus récentes diffèrent quelque peu d'une étude à l'autre : dans certains cas, les inégalités socioéconomiques observées avec la participation politique hors ligne se reproduisent en ligne; dans d'autres cas, on constate une plus grande mobilisation dans le cyberspace que dans le monde réel. Toutefois, plusieurs éléments de preuve indiquent qu'il y aurait, surtout au cours des toutes récentes années, un effet de mobilisation modeste chez les jeunes : ceux-ci auraient davantage tendance à participer en ligne qu'à s'engager dans les modalités hors ligne de la participation politique.

Par exemple, Best et Krueger (2005) ont mené un sondage téléphonique auprès d'un échantillon probabiliste d'un millier de répondants aux États-Unis au printemps 2003. La participation politique en ligne était mesurée en demandant si, au cours des 12 derniers mois, les répondants avaient utilisé Internet pour exprimer leur opinion sur un enjeu politique en contactant un élu, un représentant du gouvernement ou un candidat par Internet, pour signer une pétition en ligne sur un enjeu politique, pour persuader une autre personne d'adopter son point de vue sur un sujet politique, ou travailler avec d'autres citoyens dans une communauté en ligne pour faire face à un problème politique local. Les indicateurs de la participation politique traditionnelle étaient le fait d'avoir, au cours des 12 derniers mois, accompli l'un des quatre comportements précédents mais, cette fois, hors ligne (en personne, par la poste, par téléphone, etc., selon ce qui s'applique). Les auteurs ont constaté que les citoyens provenant des milieux socioéconomiques plus élevés avaient, de façon disproportionnée, plus tendance à participer en ligne que ce n'est le cas avec les modalités hors ligne de la participation politique. Cependant, alors que l'âge et les habiletés civiques influencent la participation politique traditionnelle, ils n'ont pas d'impact significatif sur la participation politique en ligne. « Because age does not independently predict online political activity and younger individuals possess higher levels of the most critical determinant of online participation [les habiletés technologiques], the speculation by some scholars that the Internet may reverse the political disengagement of the youngest members of the adult population receives some validation » (Best et Krueger 2005 : 203).

D'autres auteurs arrivent à des conclusions semblables. Encore aux États-Unis, Gil De Zuniga et al. (2009) constatent, en analysant des données recueillies par le Pew Research Center en 2004, que l'âge, une variable qui influence négativement la participation politique traditionnelle, n'est pas statistiquement lié à la participation politique en ligne. Plus récemment, Oser et al. (2013) concluent que la théorie de la mobilisation se confirme lorsqu'on examine l'impact de l'âge et du sexe sur la participation politique en ligne, mais que les inégalités socioéconomiques (éducation et revenu familial) continuent d'influencer ces formes d'engagement. Dans un rapport publié en avril 2013, le Pew Research Center présente des données recueillies en 2012. Elles indiquent que les inégalités socioéconomiques persistent mais sont atténuées en ce qui concerne la participation politique par les sites de réseaux sociaux, en particulier chez



les jeunes Américains (Pew Research Center 2013; voir aussi Schlozman, Verba et Brady 2010). Au Pays-Bas, Bakker et de Vreese (2011) ont examiné les déterminants de la participation politique « traditionnelle » et « numérique » avec des données d'une enquête faite auprès de 2400 répondants. Il ressort de leur analyse que le sexe, le niveau d'éducation et l'intérêt pour la politique influencent moins la participation politique numérique que traditionnelle. Au Royaume-Uni, Di Gennero et Dutton montrent, quant à eux, que les inégalités observées dans la participation politique hors ligne (sexe, âge, éducation) « tend to be reproduced and magnified in online participation » (2006 : 305).

Gustafsson (2012) dérive du modèle de Verba et al. l'hypothèse que les sites de réseaux sociaux sont de nature à favoriser la participation politique car les nouvelles formes d'engagement qu'ils proposent exigent moins de ressources (faible coût en raison d'une plus grande flexibilité que des modalités traditionnelles), et aussi parce qu'ils élargissent le réseau social des individus et augmentent ainsi la probabilité d'être recruté. À partir de groupes de discussion menés avec une cinquantaine de participants (issus des partis, des groupes d'intérêts et de non militants) en 2009-2010, on constate que l'efficacité du recrutement par Internet est modérée, d'une part, par la crainte des citoyens déjà engagés d'adhérer à un trop grand nombre de causes et ainsi perdre leur crédibilité et, d'autre part, par la réticence des citoyens peu engagés à réagir aux demandes de participation qui paraissent impersonnelles et envoyées à plusieurs personnes simultanément.

Nous croyons que pour mieux comprendre la participation politique en ligne, il n'est pas nécessaire, pour l'instant, de réinventer la roue : les théories développées depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle sur la participation politique demeurent fécondes dans l'ère numérique et elles nous offrent des pistes encore à explorer. Par exemple, l'importance du sens du devoir civique est une variable généralement négligée dans les études sur la participation politique en ligne, bien qu'elle soit réputée être un facteur explicatif important de la participation politique classique (Blais 2000). Aussi, les attributs du réseau social dans lequel un citoyen est inséré constituent une source d'explication de la participation longtemps négligée (à la faveur des caractéristiques strictement individuelles), mais de plus en plus examinée par les chercheurs (Campbell 2013). Il y a des éléments de preuve que l'impact de certains messages transmis par Facebook sur la participation politique est médiatisé par la force des liens interpersonnels, dont on trouve

des traces sur ces sites (Bond et al. 2012). Avec le concours de spécialistes en informatique, les chercheurs en communication politique peuvent potentiellement extraire des données qui permettraient d'examiner l'influence des réseaux sociaux interpersonnels sur les comportements politiques.

Plutôt que d'élaborer de nouveaux modèles théoriques, il nous semble que les défis à relever sont davantage d'ordre méthodologique. Les chercheurs ont tendance à vouloir expliquer la participation politique en ligne en combinant la mesure de plusieurs comportements en un seul indice, alors que les ressources, la motivation et la probabilité d'être recruté pour passer à l'action varient d'une forme spécifique de participation à l'autre : produire et mettre en ligne une vidéo est une forme de participation beaucoup plus exigeante que d'adhérer à un groupe politique sur Facebook. Mais, plus important encore, la mesure de la participation politique en ligne pose elle-même des défis importants pour que sa fiabilité soit assurée, ce qui nous conduit au problème de la mesure de la participation politique en ligne.

### **3. Comment mesurer la participation politique en ligne?**

La définition de ce qu'est la participation politique est importante pour établir des mesures valides. Mais la fiabilité de ces mesures doit être remise en cause par l'élargissement du répertoire des modalités de la participation politique, au même rythme que l'ambition des chercheurs à vouloir en mesurer le plus grand nombre possible. La tradition de recherche empirique dans le domaine des études électorales fait du questionnaire de sondage l'outil privilégié de collecte d'informations, mais il nous semble poser des problèmes importants qui minent la qualité des données ainsi obtenues. Les travaux sur la mesure de l'usage d'autres médias peuvent nous éclairer à ce sujet.

Tant et aussi longtemps que la mesure de la participation politique se limite au vote, à l'adhésion à un parti politique, aux contributions financières et au bénévolat en faveur d'un candidat ou d'un parti, le questionnaire de sondage ne pose pas de problème majeur (sauf le biais de désirabilité sociale qui tend à créer un suraveu). La plupart des répondants sont capables de se rappeler s'ils ont voté à la dernière élection, s'ils sont membres d'un parti, et s'ils lui ont consacré temps et argent. Ces modalités de la

participation politique sont suffisamment intenses pour laisser une trace mnésique qui persiste plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Les erreurs de déclaration sont cependant susceptibles d'être plus nombreuses pour les modalités moins intenses de la participation politique, celles qui relèvent de comportements « ordinaires », comme l'envoi d'un message par courrier électronique, la rédaction d'un commentaire dans un blogue, la signature d'une pétition ou le fait d'aimer le commentaire d'un politicien par un clic de souris ou un touché sur un écran tactile. La plupart des études saisissent pourtant de tels comportements en demandant à des répondants s'ils les ont eus au cours d'une période donnée, parfois aussi longue que les 12 derniers mois (Best et Krueger 2005; Di Gennero et Dutton 2006). Nous faisons l'hypothèse que la mesure de tels comportements, de cette manière, est peu fiable car elle dépasse la capacité du répondant à se rappeler exactement l'information ainsi recherchée.

Pour améliorer la qualité de la mesure, les chercheurs peuvent trouver une inspiration dans les nombreux travaux sur la consommation d'un autre média : la télévision. À l'instar de certaines modalités de la participation politique, en particulier en ligne, s'exposer à une émission de télévision est (encore) un comportement banal pour la plupart des citoyens. C'est pourquoi les firmes chargées de mesurer la taille des auditoires ont rapidement implanté un système de collecte d'information reposant sur des cahiers dans lesquels des téléspectateurs sélectionnés aléatoirement étaient invités à inscrire, chaque jour, les émissions qu'ils regardaient. Cette technique a progressivement été remplacée par les audimètres – certains fixés au téléviseur, d'autres portés à la taille par les participants au sondage – grâce auxquels la collecte des données sur l'exposition à la télévision est automatisée. Ces méthodes ne sont pas exemptes de problèmes de validité et de fiabilité, mais elles produisent certainement des données plus fidèles à la réalité que la déclaration de répondants appelés à récupérer l'information stockée dans leur mémoire (Buzzard 2002; Malo et Giroux 1998). Dans la mesure où les chercheurs peuvent tirer profit des traces numériques laissées par les internautes en utilisant les sites des réseaux sociaux, traces qu'il peut être possible d'aspirer puis d'examiner, ils obtiendraient alors une mesure plus fiable de certains comportements politiques en ligne. Il est également envisageable que certains dispositifs techniques permettent de relever, à la manière d'un audimètre, certains comportements en ligne.

Entre-temps, des stratégies plus facilement applicables peuvent améliorer la qualité de l'information recueillie par sondage sur les comportements en ligne. Prior a examiné de près la qualité des mesures d'exposition aux nouvelles télévisées lorsqu'elles reposent sur des questionnaires de sondage. Il a constaté que cette méthode générait une inflation de l'auditoire des nouvelles télévisées (Prior 2009a). Il suggère d'aider les répondants à se rappeler avec plus de précision leur comportement réel, par exemple en partageant des informations sur la fréquence de ces comportements (Prior 2009b).

## **Conclusion**

Dans un état de la recherche sur Internet et la politique, Farrell (2012) prédit que les chercheurs cesseront progressivement d'étudier ce média en soi, à mesure qu'Internet deviendra une partie intégrante de la vie courante. En effet, Internet accélère la médiatisation de la société et la sphère politique n'y échappe pas (Lundby 2009). Farrell les invite aussi à baliser avec plus de précision les phénomènes en ligne qu'ils étudient afin de mieux en dégager les mécanismes de causalité.

La distinction entre la participation politique en ligne et hors ligne est peut-être appelée, elle aussi à s'éroder. Il faut cependant continuer à se préoccuper de sa définition et de sa mesure alors que de nouveaux comportements politiques les remettent sans cesse en cause, au gré du développement des interfaces numériques. Il est peut-être plus pertinent de repenser la participation politique en termes d'intensité de l'engagement, à partir des ressources, des motivations et des possibilités de recrutement associées à chaque modalité de la participation. Cette voie nous semble plus fructueuse pour en comprendre les ressorts que de considérer, en blocs aussi hétéroclites que peu féconds, les formes en ligne et hors ligne des comportements politiques.

## Bibliographie

Bakker, Tom P. et Claes H. de Vreese (2011), « Good News for the Future? Young People, Internet Use, and Political Participation », *Communication Research* 38(4) : 451-470.

Barber, Benjamin R. (1997), *Démocratie forte*, Paris, Desclée de Brouwer.

Best, Samuel J. et Brian S. Krueger (2005), « Analyzing the Representativeness of Internet Political Participation », *Political Behavior* 27(2) : 183-216.

Blais, André (2000), *To Vote or Not to Vote? The Merits and Limits of Rational Choice Theory*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

Bond, Robert M., Christopher J. Fariss, Jason J. Jones, Adam D. I. Kramer, Cameron Marlow, Jaime E. Settle et James H. Fowler (2012), « A 61-million-person experiment in social influence and political mobilization », *Nature* 489 : 295-298.

Buzzard, Karen (2002), « The Peoplemeter Wars : A Case Study of Technological Innovation and Diffusion in the Ratings Industry », *Journal of Media Economics* 15(4) : 273-291.

Campbell, David E. (2013), « Social Networks and Political Participation », *Annual Review of Political Science* 16 : 33-48.

Conge, Patrick J. (1988), « The concept of political participation : toward a definition », *Comparative Politics* 20(2) : 241-249.

Di Gennaro, Corinna et William Dutton (2006), « The Internet and the Public : Online and Offline Political Participation in the United Kingdom », *Parliamentary Affairs* 59(2) : 299-313.

Farrell, Henry (2012), « The Consequences of the Internet for Politics », *Annual Review of Political Science* 15 : 35-52.

Fishkin, James S. (1991), *Democracy and Deliberation : New Directions for Democratic Reform*, New Haven, Yale University Press.

Gil De Zúñiga, Homero, Eulàlia Puig-I-Abril et Hernando Rojas (2009), « Weblogs, traditional sources online and political participation : an assessment of how the Internet is changing the political environment », *New Media & Society* 11(4) : 553-574.

Gustafsson, Nils (2012), « The subtle nature of Facebook politics : Swedish social network site users and political participation », *New Media & Society* 14(7) : 1111-1127.

Hoffman, Lindsay H. (2012), « Participation or Communication? An Explication of Political Activity in the Internet Age », *Journal of Information Technology & Politics* 9 : 217-233.

Krueger, Brian S. (2002), « Assessing the Potential of Internet Political Participation in the United States. A Resource Approach », *American Politics Research* 30(5) : 476-498.

Lundby, Knut (ed) (2009), *Mediatization : concept, changes, consequences*, New York, Peter Lang.

Malo, Gérard et Luc Giroux (1998), « La mesure industrielle des auditoires », dans Serge Proulx (dir), *Accusé de réception : le téléspectateur construit par les sciences sociales*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval : 15-46.

Mossberger, Karen et Caroline J. Tolbert (2010), « Digital Democracy », dans Jan E. Leighley (ed), *Oxford Handbook of American Elections and Political Behavior*, Oxford, Oxford University Press : 200-215.

Norris, Pippa (2000), *A Virtuous Circle : Political Communication in Postindustrial Societies*, Cambridge, Cambridge University Press.

Norris, Pippa (2001), *Digital Divide? Civic Engagement, Information Poverty, and the Internet Worldwide*, New York, Cambridge University Press.

Oser, Jennifer, Marc Hooghe et Sofie Marien (2013), « Is Online Participation Distinct from Offline Participation? A Latent Class Analysis of Participation Types and Their Stratification », *Political Research Quarterly* 66(1) : 91-101.

Pew Research Center (2013), *Civic Engagement in the Digital Age*, Washington, Pew Research Center's Internet & American Life Project. En ligne : <http://pewinternet.org/Reports/2013/Civic-Engagement.aspx>.

Prior, Markus (2009a), « The Immensely Inflated News Audience : Assessing Bias in Self-Reported News Exposure », *Public Opinion Quarterly* 73(1) : 130-143.

Prior, Markus (2009b), « Improving Media Effects Research through Better Measurement of News Exposure », *Journal of Politics* 71(3) : 893-908.

Schlozman, Kay Lehman, Sidney Verba et Henry E. Brady (2010), « Weapon of the Strong? Participatory Inequality and the Internet », *Perspectives on Politics* 8(2) : 487-509.

Teorell, Jan (2006), « Political participation and three theories of democracy : A research inventory and agenda », *European Journal of Political Research* 45 : 787-810.

Van Deth, Jan W. (2008), « Participation, political », dans Lynda Lee Kaid et Christina Holtz-Bacha (eds), *Encyclopedia of Political Communication*, Londres, Sage.

Verba, Sidney, Kay Lehman Schlozman et Henry E. Brady (1995), *Voice and Equality : Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge, Harvard University Press.